L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 17 AVRIL 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBERT,
Propriétaires-Rédacteurs.

NOUVELLE-ORLEANS,

SAMEDI, 17 AVRIL 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Spear & Ercoffer, à la Bourse des Négociants et des Escanteurs, rue Royale, vente péremptoire de la magnifique résidence à trois étages avec magnifique magasin Nos 95 et 97 rue Royale, entre celles Conti et St-Louis et magnifiques propriétés améliorées dans le troisième district, près de l'Eglise St-Maurice ; aussi dans l'après midi, sur la levée, au pied de la rue des Champs-Elysées, bateaux, barrières, plateformes, pompes, etc.

Par J. V. Gourdain, à la Bourse des Négociants et des Escanteurs, rue Royale, encoignure de valeur dans le Troisième District, vis-à-vis de la pharmacie populaire de M. E. A. Larrieu.

Les objections du gouverneur au bill de la Charte de ville.

Par la lecture de l'exposé que nous avons publié hier, on a pu voir combien sont sérieuses la plupart des objections présentées par le gouverneur contre le bill de la Charte de ville, et, tout bien considéré, nous croyons qu'il eût été profondément regrettable que cette Charte eût été imposée à la ville, car Dieu sait quand il eût été possible de la faire rappeler ou modifier. Quelque vif que soit le mécontentement causé dans la communauté par la manière d'agir de l'administration municipale actuelle, il eût été pénible de sacrifier l'avenir pour une période de temps indéterminée, en vue de donner satisfaction à un sentiment populaire mal éclairé. Il est certain, en effet, que la plupart des estimables citoyens qui ont signé des pétitions pour demander au gouverneur d'approuver la nouvelle Charte, se doutaient fort peu de ce qu'elle contient. Le bill tel qu'il a été voté presque sans discussion et nous pouvons dire inconsciemment par les deux Chambres, n'était guère connu que de son auteur; la presse n'avait jamais été à même de le discuter, le dernier texte n'ayant pas été publié. Il semblait que la législature l'eût voté de guerre lasse, pour se débarrasser d'une besogne lourde et ennuyeuse, dont les membres de la campagne n'avaient eu ni le temps ni le désir de s'occuper, et que les membres de la ville ont acceptée sans un examen approfondi.

Après les essais faits de divers systèmes de gouvernement municipal, il convenait, cependant, si l'on voulait faire un changement durable, que la rédaction de la nouvelle Charte fût l'œuvre combinée des hommes les plus compétents et les plus expérimentés en pareille matière. On ne peut dire que le projet auquel le gouverneur a refusé son approbation, remplît les conditions désirées pour donner satisfaction aux vœux et aux besoins de cette grande ville, et le gouverneur a segement pensé qu'il valait mieux retarder de deux ans la réforme désirée, plutôt que de soumettre notre communauté à une Charte qui respectait si peu les principes qui doivent servir de base à un gouvernement municipal perfectionné.

Nous devons nous féliciter de voir que l'examen du bill a fourni à l'exécutif l'occasion de rappeler les véritables principes qui doivent servir de sauvegarde aux libertés et aux droits des habitants d'une grande ville. Il a confirmé, en s'appuyant des plus hautes autorités, ce que nous avons toujours soutenu en ce qui concerne l'impôt des licences. Sous tous les régimes nous n'avons cessé de protester contre la prétention insoutenable des autorités de considérer la licence comme une permission de se livrer à une industrie ou à un travail.

A propos de naissances nous avons également contesté les pouvoirs exorbitants accordés par des lois aux autorités locales en aux bureaux de santé. La première garantie des citoyens, c'est le maintien de la distinction nécessaire entre les attributions du pouvoir judiciaire, et celles des pouvoirs exécutifs et administratifs. L'administration actuelle devra faire son profit de la leçon de droit que contient l'exposé du gouverneur.

Les objections aux sections 24 et 25 sont tellement fortes qu'elles suffisaient à elles seules pour autoriser le gouverneur à refuser son approbation au bill.

L'objection à la section 50 n'est pas moins concluante. Cette section eût placé la ville dans une impasse complètement fermée, car elle eût empêché le paiement des dépenses courantes du gouvernement. La section 37 était clairement inconstitutionnelle, et les pouvoirs extraordinaires qu'elle accordait au Conseil de forcer des citoyens à comparaître devant lui comme témoins, n'eussent certainement pas été reconnus par les Cours. Quant à la section 72, elle donne lieu à des objections fondées en raison et en équité, mais qui n'eussent pas entraîné un refus d'approbation si elles eussent été les seules.

Nous n'entrerons pas dans le détail de toutes les autres objections, bien qu'il y en ait encore de très fortes, notamment celles relatives à la disposition des objets saisis par la police, au maire, etc.

Maintenant, en ce qui concerne l'objection constitutionnelle tirée de l'article 48 de la Constitution, nous dirons franchement que nous ne partageons pas la manière de voir de notre estimable gouverneur. Nous avons longuement discuté cette question à l'époque où le bill de la charte a été présenté et nous restons fermement convaincus que l'article 254 de la Constitution rapproché des autres articles cités, constitue une exception expresse aux dispositions de l'article 48, exigeant un avis préalable de trente jours pour les lois locales.

La législature, selon nous, n'avait non seulement le pouvoir de voter une Charte pour la Nouvelle Orléans sans cet avis préalable, mais c'était pour elle un devoir impératif de le faire.

Malheureusement, le bill voté a été reçu par le gouverneur le dernier jour de la session, ce qui ne lui a pas permis de le renvoyer avec ses objections pour qu'il pût être amendé ou plutôt refait complètement. Après un examen sérieux et approfondi de ce bill, il a cru qu'il ne pouvait consciencieusement le signer, car il a été convaincu qu'il manquerait en l'approuvant à ses devoirs envers une population qui forme près du tiers de la population de l'Etat, et, en notre âme et conscience, nous croyons qu'il ne pouvait agir autrement.

Nous resterons donc sous l'empire de la Charte actuelle pendant deux ans encore. Il reste aux citoyens à s'entendre à l'avance pour élire aux prochaines élections de novembre, une administration qui soit d'accord avec le vœu de la majorité pour la conduite des affaires municipales, et à charger une commission d'élaborer, avec toute la maturité désirable, un projet de Charte de ville pour le faire présenter à la prochaine session législative.

Rien n'est plus rafraîchissant que le Malakoff Bitters.

Chaussures pour hommes, à l'Etoile Rouge.

Les croyances. — La croyance Shaupe n'est pas encore bouchée, et depuis trois jours, une autre croyance s'est déclarée, en bayou Ladouche. Deux cents hommes travaillent depuis jeudi à boucher cette deruière et on espérait avoir réussi dimanche s'il ne survenait pas d'accidents; mais il survient toujours des accidents. Il semble que depuis le temps qu'il y a des croyances en Louisiane, on devrait avoir les fermer, mais il paraît que le secret n'a pas été trouvé malgré les centaines de moyens proposés par des inventeurs.

La question des quarantaines.—La lettre suivante a été adressée à l'honorable J. B. Eustis, ex-sénateur de la Louisiane au Congrès ;

Nouvelle-Orléans, 14 avril 1880.

A l'Hon. J. B. Eustis,

Monsieur : J'ai l'honneur de vous transmettre l'extrait suivant du procès-verbal d'une assemblée de la Direction de cette Bourse tenue le 12 courant.

Résolu que les remerciements de cette Bourse sont dus et sont offerts à l'Hon. J. B. Eustis pour les remarques éloquentes et concluantes au sujet des quarantaines entre Etats contenues dans sa récente harangue devant la Faculté de Médecine de l'Université de la Louisiane.

C'est l'opinion de cette Bourse que tout en n'épargnant aucun effort pour empêcher la propagation des épidémies, il faut baser l'institution des quarantaines sur des faits établis et ne pas les soumettre à des autorités moindres que celles des gouvernements d'Etat.

HENRY G. HESTER,
Secrétaire.

L'Hon. J. B. Eustis a accusé réception de cette lettre en termes appropriés à la circonstance.

LOIS PROMULGUEES.

Les lois suivantes ont été promulguées dans le *Democrat* du 15 avril :

No. 137. Résolution en faveur d'une allocation congressionnelle pour la Rivière aux Parles occidentale.

No. 138. Résolution en faveur d'une allocation congressionnelle pour la navigation de la Rivière Rouge.

No. 139. Résolution en faveur d'une allocation congressionnelle pour la Rivière Amite.

No. 140. Résolution autorisant les Universités à établir des chaires d'instruction navale.

No. 141. Résolution pour la restitution des appareils Babcock.

No. 142. Loi sur la milice.

Le *Democrat* du 16 a promulgué la loi suivante :

No. 143. Loi autorisant le Bureau d'Etat de l'instruction publique à vendre les propriétés sous son contrôle et à en employer le produit aux écoles normales.

Les bills que le gouverneur a refusé d'approuver sont le bill de la Charte, le bill sur l'instruction publique et le bill accordant à l'Académie des Sciences l'usage des salles 6 et 7 de l'Université. Il ne reste plus de lois à promulguer.

GRAND CONCERT MATINEE.—On a pu lire dans nos colonnes le programme du grand concert vocal et instrumental qui sera donné demain dimanche 18 avril, en MATINÉE A UNE HEURE P. M., à la Salle Grunewald, au bénéfice de madame Pauline Courtade. La bénéficiaire chantera le grand air d'*Ariodant* et le brindisi de *Lucrèce Borgia*. On entendra aussi Mlle Sara Wolff, M. Métézé, M. Bremer, MM. Louis Mink et Harry Blake, la jeune violoniste, Mlle Henriette Collin et un pianiste M. Albert Etchelheim.

Nous espérons que le public accordera un patronage libéral à Mme Courtade qui a si souvent chanté au profit d'œuvres charitables ou d'autres artistes. Le produit de ce concert est destiné à lui faciliter l'accès de la carrière artistique, carrière dans laquelle elle peut arriver à un brillant avenir avec sa magnifique voix et l'excellente méthode qu'elle possède déjà comme chanteuse.

Le prix des billets a cette matinée, concert est de 50 cents.

CONFÉRENCE LITTÉRAIRE. — M. L. Le Jeune a fait hier soir à la salle Grunewald une causerie musicale fort intéressante sur les compositeurs français contemporains. Après quelques observations générales sur l'école française et ses tendances, il s'est étendu sur les principaux compositeurs de cette école, Ambroise Thomas, Gounod, Bizet, Massenet, Leo Delibes, Saint Saens. Nous regrettons de ne pouvoir donner une analyse plus complète de cette conférence qui a été écoutée avec beaucoup d'intérêt.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Malgré la chaleur très intense qu'il faisait hier soir, il y avait beaucoup de monde au spectacle de "Arabian Night" qui sera redonnée aujourd'hui en matinée et en soirée. Cette comédie fait beaucoup rire et le public ne manifeste aucune impatience à attendre Miss Agnes Herndon et ses troupes qui débuteront lundi soir dans "Forte" où Miss Agnes joue avec un talent admirable le rôle de Lady Challoner.

Vêtements.—On verra plus loin une annonce de M. C. Lazard, relative à un vaste fonds de vêtements, de lingerie et de chapeaux, composé d'excellents articles pour hommes, jeunes gens et enfants. Cet immense stock se recommande par le goût, la forme des habits et la beauté qualité des étoffes. Les mères de famille y trouveront tout ce qu'il faut aux enfants pour habiller avec goût et modération, et à des prix qui défient la concurrence. Sur ce point la maison Lazard, Nos 213, 215 et 217 Vieille-Levée, près rue Dumaine, au face du Marché Français, a une réputation faite comme sur tous les autres et tout ce qu'elle vend peut être acheté de confiance. Son fonds en lingerie et chapeaux est aussi considérable, et nous engageons les personnes qui ont besoin de faire des emplettes en cette ligne de marchandises à aller examiner celles que leur offre M. Lazard dans son vaste bazar de la rue Vieille-Levée.

Pour le *fois*, il n'est pas de remède supérieur au Malakoff Bitters.

10.000 chaussures de paille, pour garçons, à 90 cts. à l'Etoile Rouge.

Le Cough Syrup du Dr Bull est très populaire : il guérit le rhume. Les médecins le prescrivent. Prix, 25 cents.

— M. le président de la République a reçu M. Verdi, auquel il a conféré la plaque de grand-officier de la Légion-d'honneur.

M. Grévy a dit au maestro que, sur la proposition du ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts, tous les collègues de M. Furry avaient voté à l'unanimité la nomination de M. Verdi comme grand-officier de la Légion-d'honneur.

M. Grévy a ajouté qu'il était heureux de donner ce témoignage d'admiration au maître italien et cette preuve de sympathie au pays qui l'a vu naître.

Le président de la République avait invité à déjeuner M. et Mme Verdi. A ce déjeuner donné en l'honneur du maestro assistaient M. Jules Ferry, ministre de l'instruction publique, M. Edmond Turquet, sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, M. Vaucorbeil, directeur de l'Académie nationale de musique, M. Perrin, directeur de la Comédie-Française et le peintre Bonnat.

M. Verdi a été fait commandeur de l'ordre de la Légion-d'honneur en 1875. Plusieurs compositeurs français sont aujourd'hui commandeurs de l'ordre, mais aucun, croyons-nous, n'est encore grand-officier. On assure que le gouvernement a l'intention de conférer prochainement le grade de grand-officier à un compositeur français.

—Quelques journaux ont annoncé qu'après avoir été ouvertement partisan du scrutin de liste, M. Gambetta se rallierait, d'accord avec le gouvernement, au système du renouvellement trisnal. Nous nous en sommes d'affirmer que cette nouvelle est absolument dénuée de fondement.

Il n'est personne, aussi bien au gouvernement que dans l'Union républicaine et parmi les amis du président de la Chambre, qui ait jamais eu l'idée d'un pareil système. Nous maintenons que M. Gambetta continue à être partisan du scrutin de liste, appuyé sont acquises les sympathies du président de la République et de la plupart des ministres.

—Le comble de la propreté :

Nettoyer sa maille. Passe que plus on nettoie sa maille et plus elle devient *maille propre*.

Le bill sur l'éducation.

Véto du Gouverneur.

Après avoir examiné avec attention le bill de la Chambre No 235, je me vois obligé de lui refuser mon approbation pour les raisons suivantes, entre autres :

Dans l'affaire des livres de texte, section 2, la responsabilité est si compliquée qu'il paraît ne pas y avoir de garantie pour un changement de livres quand ces changements sont désirables, si on s'écarte contre les fréquents changements après la clôture de la présente année scolaire, aucun temps n'étant spécifié pour l'usage des nouveaux livres quand les livres actuellement en usage auront été remplacés.

Section 4. Le bureau des écoles pour la Nile-Orléans doit être composé de quinze membres. Nous avons dans cette ville 56 écoles publiques, 430 professeurs ou instituteurs et environ 22,000 élèves faisant acte de présence régulière. La ville a 17 wards et chacun de ces wards possède d'importantes écoles. Comme le membre des directeurs sera moins fort que le nombre de wards, et comme il n'y a pas de classe pour la nomination d'administrateurs locaux ou d'inspecteurs de ward, le bureau ne sera pas assez nombreux pour prendre effectivement soin des écoles, et il n'y aura pas non plus une représentation convenable de la partie contribuante de la ville.

Sec. 9. La quorum légal pour la transaction des affaires, huit membres, est trop petit pour représenter tous les intérêts des écoles de la ville. Comme six à dix membres peuvent être nommés par le surintendant d'Etat la gouvernement de ville peut être virtuellement exclu de toute influence dans l'administration du Bureau.

Les limites de frais imposées au Bureau dans le salaire de son secrétaire, dans les fournitures etc., $1,500, et l'allocation pour le salaire du surintendant de ville et les dépenses de son bureau, $2,000, et l'interdiction de prendre aucun assistant, ce qui pourrait être nécessaire pour le succès des écoles, sont choses injustes pour les écoles de ville, et sont évidemment basées sur une estimation imparfaite des nécessités, devoirs et responsabilités du Bureau et de ses officiers.

On peut faire de sérieuses objections à la section 16, surtout parce qu'elle permet la distribution du fonds d'école à des écoles particulières, dans le sens d'écoles payantes.

Le bill se tait aussi sur le nombre d'élèves constituant une école publique. Une multiplication d'écoles et la distribution du fonds écourterait la session des écoles publiques dans tout l'Etat. Les gens de couleur dans tout l'Etat auraient particulièrement à souffrir de l'opération de la section 16, puisqu'ils n'ont qu'un nombre limité d'écoles assistées par des patrons qui payent.

LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de la Louisiane.

Pantoufles à talons à 50 c. à l'Etoile Rouge.

Les Etats-Unis dans le Levant.

Nous lisons dans le *Courrier des Etats-Unis* ;

M. Noyes, ministre des Etats-Unis en France, a consigné dans un rapport au département d'Etat d'intéressantes observations par lui faites pendant une tournée dans le Levant et sur la côte barbaresque. Il a été heureux de voir que le pavillon américain est presque inconnu sur la Méditerranée, dont les eaux sont sillonnées par d'innombrables navires portant les pavillons de toutes les autres nations. Le consul des Etats-Unis à Smyrne a dit à M. Noyes avoir vu autrefois dans ce port jusqu'à quatre-vingts navires américains à la fois, tandis que trois seulement y ont touché en 1879. Pendant la même année, des 200 navires qui ont touché à Gibraltar allant aux Etats-Unis, quarante tout au plus étaient américains. Les dispositions des peuples et des gouvernements d'Orient envers les Etats-Unis sont cependant excellentes, car ils savent que l'Amérique est du petit nombre des nations qui ne considèrent pas les territoires de Levant comme la proie légitime du plus fort.

Les quelques établissements religieux ou d'éducation que les Américains ont fondés dans ces pays rendent de grands services et sont en pleine prospérité, notamment le collège Hamlin et la Bible House Bible à Constantinople, les missions de l'Asie-Mineure et du Kurdistan, le séminaire Proctor dans le nord de la Syrie, les écoles du Liban, le collège de Beyrouth, celui du Caire, etc.

Toutes ces contrées font un commerce très actif avec l'Angleterre, la France, l'Autriche, l'Italie, et même l'Espagne et la Russie, mais elles ne connaissent guère de l'Amérique que le pétrole, et encore ce produit est-il le plus souvent transporté sur les marchés d'Orient par des navires étrangers. Le seul moyen pour les Etats-Unis de développer leur commerce méditerranéen est de suivre l'exemple des autres nations, c'est-à-dire d'établir et soutenir des lignes de steamers touchant à Athènes, Constantinople, Smyrne, Rhodes, Chypre, Beyrouth, Alexandrie, Tripoli, Tunis, Alger et Tanger, d'entretenir des agences dans toutes les villes et d'adapter les produits qu'ils désirent vendre aux goûts et aux coutumes des Orientaux.

M. Noyes conseille de passer avec le bey de Tunis une convention donnant aux Américains le droit de posséder des propriétés foncières en Tunisie.

Le ministre américain a été frappé du développement que les Français ont donné aux ressources de l'Algérie. Des chemins de fer sont partout en construction, et ils relieront bientôt Tunis à Alger, et peut-être Alger aux établissements français du Sénégal. Le voyageur a traversé l'Algérie d'un bout à l'autre en chemin de fer ou en diligence, et partout il a remarqué des champs bien cultivés et particulièrement de magnifiques vignobles. Il est vrai que la colonisation française est lente, en partie parce que la France n'a pas d'excédant de population, en partie parce que les Français se déplacent rarement à vivre hors de leur pays natal. De là vient qu'en Algérie les colons français sont à peine plus nombreux que les étrangers.

Mais, ajoute M. Noyes, les Français ont tant fait pour leur colonie que je ne considérerais pas comme regrettable que le gouvernement français obtînt pour elle légitimement acquis sur tout le nord de l'Afrique.

Le rapport constate ensuite l'influence de plus en plus grande des Français en Tunisie. Passant au Maroc, il dit que le gouvernement despotique de ce pays est détestable, et que la condition de ses habitants, agriculteurs de son 350,000 Juifs, est véritablement déplorable.

M. Noyes termine en donnant une liste des produits américains qui pourraient être transportés avec avantage dans l'empire turc, la Grèce, les îles de la Méditerranée, l'Algérie et le Maroc, pétrole, coton, fer, outils, coutellerie, cuirs, résines, échantillons, savons, beurre, fromage, riz, sucre, tapis, outils agricoles, charbon, articles de conchiochere, scies, limes, armes à feu, meubles, montres, briques pour parquets, papeterie, vernis, conserves alimentaires, etc., etc.

Le *Herald* dit à propos de ce rapport :

Nos négociants, nos industriels et nos armateurs y trouveront beaucoup de conseils utiles, et il faut espérer qu'ils parviendront à faire leur profit. M. Noyes fait remarquer justement combien il est à regretter que l'Amérique soit si peu connue dans la Méditerranée, et que cette partie du monde nous soit presque aussi inconnue que la nôtre, qui nous est entièrement ouverte et avec laquelle il est possible d'établir les relations commerciales les plus suivies. Nous pouvons trouver là un marché immense, si nous avons l'entreprise et la sagacité de le cultiver. Le Turquie et l'Egypte, nous dit-on, sont très bien disposées envers notre gouvernement et notre peuple, les missionnaires américains ayant joui chez eux des sentiments d'amitié et de bon vouloir. Le sujet est d'une extrême importance, et nous espérons que les déclarations recommandatoires de M. Noyes ne seront pas perdues pour ceux qu'elles concernent.

—On mande de Tunis que le chemin de fer tunisien est entièrement terminé jusqu'à la frontière d'Algérie. Le dernier tronçon, de 40 kilomètres, est livré à la circulation.

Une colonne tunisienne, forte d'environ 2,000 cavaliers et de 2000 fantassins, est rassemblée dans le voisinage de la frontière pour punir la tribu des Ouchtata qui n'a pas encore donné de satisfaction pour le meurtre d'un spahi français dans l'automne dernier. Une petite colonne française d'observation est également sur le territoire algérien.

Nouvelles Télégraphiques.

La haute anti-cléricale.

Paris, 12 avril.—*Le Siècle* relate ce matin une histoire curieuse démontrant comment les cléricaux poussent toujours les choses à l'extrême. *L'Avenir de la Mayenne*, journal républicain, a pour agent à Ernée un homme dont la femme est une catholique fervente. Lorsqu'elle s'est présentée au confessionnal pour remplir son devoir de Pâques, le curé l'a avisée que comme elle vendait un journal, il ne pouvait recevoir sa confession. Elle répondit que le journal était à son époux et qu'elle ne le vendait pas. Le curé répliqua que cette excuse n'était pas valable, qu'elle était la complice de son mari et qu'il ne lui permettrait pas de faire sa Pâques jusqu'à ce que son mari ait cessé de vendre le dit journal.

Les bonapartistes.

Paris, 12 avril.—La *République française* dit ce matin qu'Emile Ollivier doit être le porte-parole et le bras droit du prince Napoléon dans la nouvelle organisation bonapartiste, qui aura, pense-t-on, à peu près la même importance que quatre hommes et un caporal.

Les francs-maçons.

Paris, 12 avril.—L'existence légale indépendante des douze loges maçonniques dissidentes récemment constituées ici, sous le nom de "Grande Loge symbolique écossaise" vient d'être notifiée au suprême conseil. La scission dans le camp maçonnique écossais est maintenant un fait accompli.

Grande arrivage de chapeaux de paille, pour enfants, à l'Etoile Rouge.

La résistance aux décrets.—Nous lisons dans le *Français* :

"C'est hier, dans la journée, que, par une indiscrétion encore inexpliquée, le comité directeur des droites a eu connaissance du texte des rapports et des décrets publiés aujourd'hui au *Journal Officiel*.

"Une réunion a eu lieu hier soir, à laquelle ont pris part plusieurs membres importants des congrégations existant à Paris.

"Voici, d'après des informations sérieuses, quelle serait la tactique des jésuites. Elle serait une double face.

"Extérieurement, les maisons menacées ou désertées par l'expulsion appelleraient aux tribunaux et, au point de vue des intérêts lésés, et au Conseil d'Etat au point de vue de l'interprétation fausse et abusive, suivant elles, des textes de lois ou décrets antérieurs.

"Derrière cette attaque de front, les jésuites préparent et préparent déjà un mouvement moins brillant, mais plus net.

"Ils établiront hors de France, deux, peut-être trois collèges pour conserver leur prestige; mais ces collèges ne pourraient suffire. Il y a beaucoup de familles qui ne veulent et ne peuvent expatrier leurs enfants. C'est aussi songer aux écoles de l'Etat qui n'accepteront pas des candidats élevés à l'étranger.

"Deux collèges au moins et une école préparatoire subsisteront avec la direction et l'esprit de la congrégation, mais dirigés ostensiblement par des laïcs ou des prêtres séculiers. Toute trace antérieure des jésuites disparaîtra.

"Ces établissements seront prêts pour la rentrée d'octobre."

—Les membres du comité de permanence des droites ont fait une démarche auprès de MM. Dufaure et Jules Simon, pour leur demander de se joindre à eux, afin d'examiner l'attitude à prendre à propos des décrets sur les congrégations non autorisées.

MM. Dufaure et Jules Simon ont déclaré que les dissidents du centre gauche entendaient réserver leur liberté d'action, et ne voulaient pas participer aux délibérations du comité des droites.

Les décrets et les journaux impérialistes.

—On lit dans la *République française* :

La presse bonapartiste est en plein désarroi. Chacun dit de son côté. *Le Pays* maudit les décrets ; l'*Ordre* les approuve. Le *Pays* déclare que ce que fait la République l'empire le défera, et que, s'il n'y était pas rédeit, ce ne serait pas la peine qu'il revint. D'où on peut conclure qu'au *Pays* on est catholique avant d'être impérialiste et qu'on y préfère les jésuites au prince Napoléon. Nous nous en doutions. Naturellement, le *Petit Caporal* marche de conserve avec le *Pays*. Il va à l'infamie les modernes persécuteurs : M. Amigues est dur. L'*Ordre* tient un tout autre langage. Il constate que le cabinet n'a pas franchi la limite tracée, depuis la Révolution, par tous les gouvernements soupieux des intérêts de la société civile et des droits de l'Etat. Il va plus loin et il supplie ses amis de ne pas affaiblir "étourdiment et imprudemment" un ministère qui fait d'aussi bonne besogne.

L'*Ordre* et le prince Napoléon devenus ministériels, c'est un comble ! On sent que le prince Napoléon s'est convaincu que les jésuites ne l'accepteront jamais. Les jésuites ne veulent pas de lui ; il ne veut pas des jésuites. C'est à merveille. Pourtant quelques phases nous troublent. Nous croyions que le *Peuple français* soutenait la même politique que l'*Ordre*. Nous avions même entendu dire qu'il avait été fondé tout exprès pour contre-balancer dans la fraction bonapartiste du parti impérialiste les fureurs cléricales. Or, voici que le *Peuple français* proteste vigoureusement contre les persécuteurs. Il ne les voue pas à l'infamie, mais il les dénonce au suffrage universel. Il affaiblit "étourdiment et imprudemment" le ministère. Il désarme d'avance les ennemis de la République. Il s'entend avec le *Petit Caporal*. On voit